



REPUBLIQUE FRANÇAISE  
DEPARTEMENT DU GARD  
COMMUNE AIGUES MORTES

**ARRETE DU MAIRE**

**Réf : ARRETE/2023/N°507/6.1**

**REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION**

**Objet : CORTEGE DE VEHICULES MILITAIRES ANCIENS - JEEP DAY – SUD VEHICULES LIBRES**

**LE MAIRE,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1, 2212-5 et L. 2213-1 à L. 2213-6 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire,

Vu le Code de la Sécurité intérieure et notamment les articles L131-1 à L132-7 et L131-1 à L131-2,

Vu le Code de la Justice Administrative, pris notamment en ses articles R421-1 à R421-7,

Vu le Code Pénal et notamment l'article R.610-5

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 417-10

Vu le code de la Santé Publique et notamment les articles L1311-1 et suivants

Vu l'Arrêté Préfectoral N°99/1569 du 22 juin 1999, concernant la lutte contre les bruits de voisinage, modifié par l'Arrêté Préfectoral du 11 Juillet 2008 N°2008-193-7,

Vu la demande effectuée, par l'association « Sud Véhicules Libres » sise 715 chemin de Céserac 30490 MONTFRIN représentée par M. Yves FRANCOIS, domicilié 19 rue des Lucques 30220 AIGUES-MORTES, sollicitant l'organisation d'un cortège de véhicules militaires anciens (JEEP DAY), dans la cité d'Aigues-Mortes,

Considérant qu'il incombe à l'Autorité Municipale, dans le cadre de ses pouvoirs de Police de la circulation, de veiller à l'intérêt de l'ordre public et à la sécurité des usagers de la voie publique,

Considérant qu'il convient de prendre toutes les mesures en matière de circulation et des dispositions diverses à l'occasion de cette manifestation,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 : Date et lieu :**

L'association de véhicules militaires anciens « Sud Véhicules Libres » est autorisée à circuler en cortège sur les voies ouvertes à la circulation lors de la manifestation véhicules militaires anciens - JEEP DAY - **le samedi 12 août 2023 entre 09 heures 30 et 11 heures 30.**

**ARTICLE 2 : Itinéraire du Cortège :**

Le Maire de la commune d'Aigues-Mortes autorise à emprunter les voies communales ouvertes à la circulation, conformément à l'itinéraire présenté par l'association :

- Route de Nîmes
- Avenue de la Tour de Constance
- Avenue de la Liberté
- Rue du Faubourg National
- Boulevard Gambetta
- Rodeo Sud
- Gare de pêcheurs

- Allée des bourguignons
- Avenue de la Tour de Constance
- Route de Nîmes

### **ARTICLE 3 : Lutte contre le bruit :**

L'organisateur devra prendre toutes les mesures utiles afin que les bruits émanant de la manifestation ne soient à aucun moment gênant pour les habitants du voisinage.

### **ARTICLE 4 : Sécurité :**

Les organisateurs de la manifestation prendront toutes les mesures nécessaires afin que celle-ci se fasse en toute sécurité.

La responsabilité des organisateurs sera substituée à celle de la commune, si celle-ci venait à être recherchée, pour tout accident ou incident, qui sera la conséquence d'un manquement de la présente réglementation

### **ARTICLE 5 : Verbalisation**

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont prévues et réprimées conformément aux dispositions des codes précités. Elles feront l'objet d'une verbalisation en application des articles susnommés, par les agents de Police, de Gendarmerie et les Agents Municipaux Assermentés à cet effet.

### **ARTICLE 9 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Aigues-Mortes, autorité territoriale ayant arrêté l'acte administratif en cause, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 30941 – NÎMES Cedex 09 – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans ce même délai de deux mois, à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet.

Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

### **ARTICLE 10 : APPLICATION**

Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur l'Elu en charge de la Sécurité,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Commandant la Communauté de Brigades de Gendarmerie du Grau du Roi,  
Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie d'Aigues-Mortes,  
Monsieur le Chef de Poste de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes, le 10 août 2023

Le Maire,  
Pierre MAUMEJEAN

Pour le Maire par Délégation  
La Directrice Générale Adjointe des Services  
Marie-Laure PICHAT

